

Resp 28969, 2

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TOULOUSE

AFFAIRE

DE

L'INTERNATIONALE

Audience du 10 mars.

Présidence de M. SACCARÈRE, vice-président,
assisté de MM. BÈRES et BONZOM, juges, et de
M. CARDONNEL, juge suppléant.

Le siège du ministère public est occupé
par M. Delcurrou, procureur de la République,
assisté de M. Cazes, substitut.

Avant de procéder à l'appel nominal
des prévenus, M. le procureur de la République
donne lecture de l'exposé des faits
suivants :



EXPOSÉ DES FAITS.

I

Depuis 1868, une scission violente s'était produite au sein de l'Internationale.

L'une des sectes, ayant son centre d'action à Londres, acceptait la direction du conseil général et restait fidèle au programme de Karl Marx ; elle représentait les tendances autoritaires.

L'autre, connue sous le nom spécial d'*Alliance internationale*, s'était répandue, principalement en Suisse, sous le titre de *Fédération jurassienne*, et dans l'Est de la France, notamment à Lyon et à Marseille. Elle suivait la direction de Bakounine et représentait les tendances fédératives. Sa lutte contre le conseil général de Londres était notoire.

Après la défaite de la Commune de Paris, les chefs de l'Internationale se dispersèrent à l'étranger, plus que jamais divisés en deux factions.

Les premiers actes du Conseil général

furent alors de publier un manifeste sur la guerre civile en France, dans lequel il se rendit solidaire des actes de la Commune, — et de remplacer, dans son sein, l'élément français qu'il y avait admis, par un certain nombre de réfugiés : Arnaud, Cournet, Ranvier, Vaillant et autres.

Cet acte ne fit qu'introduire dans le conseil général les divisions qui s'étaient agitées jusque là en dehors de lui.

Bakounine préconisait l'abstention politique. Le conseil général recommandait l'emploi des moyens révolutionnaires pour la solution des questions sociales.

Cette dernière école appela à elle les *blanquistes*, pour lesquels l'Internationale n'était qu'un instrument populaire destiné à soulever le prolétariat vers la conquête du pouvoir politique.

L'ex-membre de la Commune, Serrailier, aujourd'hui condamné à mort par contumace, avait pris, à Londres, auprès du conseil général, le titre de secrétaire correspondant des sections françaises ; il représentait dans ce conseil plutôt les idées socialistes que le système révolutionnaire ;

il était demeuré jusqu'au bout fidèle à la ligne de conduite recommandée par Karl Marx.

Etait-il possible que des cœurs honnêtes et généreux devinssent les instruments ou les dupes de ces hommes dont l'existence fut toujours un mystère, qui avaient souillé leurs mains dans la sanglante insurrection, qui s'étaient soustraits à la responsabilité de leurs crimes par des fuites prudentes et qui n'ont jamais cessé, dans leurs paroles et dans leurs écrits, de s'adresser mutuellement les accusations les plus flétrissantes?

Et cependant, c'est du fond de leurs inviolables retraites que ces chefs audacieux allaient organiser sur tous les points de la France une vaste et nouvelle propagande en faveur de l'*Internationale* et de la *Révolution*.

Le Midi était considéré depuis longtemps comme tout préparé à recevoir la semence de leurs doctrines ; les dernières luttes politiques de cette région avaient été ardentés. Ce pays est réputé, d'ailleurs, la terre classique des imaginations impres-

sionnables, susceptibles d'entraînement et de séductions.

Bientôt, les débris de la vieille Internationale furent recueillis et rassemblés par l'initiative du comité central de Londres dans quelques villes importantes.

A Paris, Serrailleur choisit pour son homme de confiance le nommé Van-Hedeghem, homme intelligent et ambitieux que le tribunal de la Seine vient de condamner à deux ans de prison.

A Bordeaux, Larroque, l'un des prévenus de cette poursuite, devint le chef principal de la propagande méridionale.

A Pézénas, le tapissier Calas, un vétéran de la démagogie, impliqué dans la présente poursuite.

A Béziers, Salvan qui vient d'être condamné à quatre mois de prison.

A Narbonne, Miquel, et près de lui Canutis qui était son ami et qui devint son gendre.

Tels étaient les divers correspondants que Serrailleur s'était attachés pour fédéraliser le Midi.

Toulouse n'avait point échappé à son action.

Les réfugiés de Londres et de Genève savaient que Toulouse pouvait devenir un centre important de propagande. C'est pourquoi, ils se mirent en correspondance suivie avec le journal *l'Emancipation* que la justice devait frapper à différentes reprises, comme l'apologiste le moins déguisé de la Commune, et comme l'organe officiel des doctrines et des agents de l'Internationale.

Ce journal servit d'exemple aux feuilles complaisantes de la région, et bientôt la presse devint l'instrument actif de la propagande internationaliste.

Ce mouvement de propagande se développa avec intensité vers la fin de l'année 1871 à l'occasion du projet de loi présenté contre cette association, complice des plus lamentables désastres de la patrie.

Le mot d'ordre avait été donné par Serrailier. Il écrivait, en effet, à Calas dans une lettre du 5 novembre 1871, les instructions suivantes :

« Je vous prie de me donner le plus

» d'adresses possibles de citoyens socialis-
» tes avec lesquels je puisse me mettre en
» rapport tout de suite pour continuer la
» propagande un moment interrompue par
» les événements de Paris... Il faudrait
» faire cela le plus tôt possible, parce qu'il
» est urgent qu'au moment où on va dis-
» cuter la loi Dufaure contre l'Internatio-
» nale nous puissions y répondre en ré-
» pandant un grand nombre de nos statuts
» révisés. »

Quelques jours après, Larroque, de Bor-
deaux, mis en rapport avec Calas par
Serrailler, écrivait au même Calas dans
les termes suivants :

« Veuillez me donner le nom d'un agent
» sûr à Lyon, Béziers et dans la plupart
» des villes du Midi. Le groupe bordelais
» ne désire rien tant que voir se resser-
» rer les liens de solidarité fraternelle qui
» doivent unir toutes les sections méridio-
» nales.

» Un voyageur comme E. G. nous serait
» d'une grande utilité dans le Midi pour
» donner plus de cohésion à nos efforts

» Liez-vous sitôt que vous le pourrez
» avec Toulouse, Montpellier, Lyon.

» Tâchons de nous organiser dans le
» Midi sans nous préoccuper de nos dis-
» cussions de famille... Vous m'aviez pro-
» mis des lettres de Toulouse, Lyon,
» Montpellier, rien n'est arrivé... Veuil-
» lez donc donner mon adresse au bureau
» de chacune des sections citées, afin que
» nous puissions entrer en correspon-
» dance. Organisons-nous, en un mot,
» dans tout le Midi. Croyez que si, de
» Bordeaux à Lyon, nous parvenons à
» fédéraliser cette partie de la France, un
» grand pas sera fait. A l'œuvre donc, et
» pas de découragement. »

Cette correspondance établit que déjà, au mois de décembre 1871, il existait à Toulouse un groupe d'adhérents à l'Internationale et que Calas entretenait avec ces affiliés des relations indéniables.

L'instruction a pu déterminer quels furent les agissements de ce premier groupe d'action et quels étaient les correspondants à Toulouse, de Calas, de Larroque et de Serrailleur.

Elle désigne Pitioux, Sarrans, Pey, Gaubert et Rué.

Il sera démontré que, vers la fin de l'année 1871, plusieurs ouvriers de la ville se groupèrent pour publier un journal exclusivement socialiste appelé *l'OEil du Peuple*. La constitution financière de cette entreprise fut lente à s'établir. Les fondateurs enveloppaient leurs actes dans un mystère qui serait resté inexplicable, si on n'avait su plus tard que les vrais meneurs de cette affaire étaient des agents actifs de l'Internationale, chargés de préparer sous des apparences légales, les bases d'une solide organisation.

D'un autre côté, un carnet saisi chez Canutis, à Narbonne, a fait découvrir que Michel Pitioux était connu de Canutis, secrétaire de la section de Narbonne; leurs relations ne pouvaient avoir d'autre objet que l'Internationale; car sur le carnet figurent le nom et les adresses des différents correspondants de Serrailleur, dans le midi de la France, savoir : Larroque à Bordeaux, Calas à Pézenas, Pitioux à Toulouse.

Or, Canutis et Calas entretenaient des relations constantes. Calas, par conséquent, servait de trait-d'union entre le groupe d'action de Toulouse et celui de l'Hérault.

En second lieu, il a été découvert, au domicile de Miquel, correspondant de la section de Narbonne, des écrits qui établissent que ce Miquel était en rapport de propagande avec Pey, l'un des prévenus de Toulouse. Plus tard, un carnet saisi chez Pey et se rapportant à 1871, a corroboré ce renseignement.

Enfin, ce même Pey avait reproduit, sur un de ses registres, la copie de deux articles imprimés dans le numéro de l'*Emancipation* du 1^{er} janvier 1872, qui émanaient des chefs de l'Internationale.

Il n'est pas indifférent de remarquer que la plupart des articles insérés dans ce même numéro de l'*Emancipation* avaient pour but de propager, d'une manière exceptionnelle, les doctrines et les manifestes de l'Internationale.

Il résulte de ces faits qu'au commencement de l'année 1872 la section de Tou-

louse, dont il est question dans la correspondance de Calas et de Larroque, avait pour chefs, tout au moins Pey et Pitioux. Pitioux a convenu, d'ailleurs, que vers cette époque, des ouvriers doreurs de Toulouse ayant voulu se mettre en grève, il engagea directement avec Serrailier une correspondance pour faire soutenir la grève avec l'argent de l'Internationale.

En résumé, pendant cette première période qui échappe d'ailleurs à la poursuite puisqu'elle est antérieure à la loi du 14 mars, l'existence de l'Internationale à Toulouse, s'affirmait par une propagande continuelle de la part de l'*Emancipation*, par le projet de création du journal l'*Oeil du peuple* et par des relations avec les sections de l'Hérault, au moyen des correspondances échangées entre Pitioux, Serrailier, et Calas, d'une part, et d'autre part, entre Pey et Miquel.

II

La discussion de la loi du 14 mars 1872 s'ouvrit devant l'Assemblée nationale ;

elle provoqua des protestations violentes de la part de l'*Emancipation* qui lui jeta son premier défi en publiant, peu de jours après sa promulgation, une circulaire de l'Internationale; mais qui, arrêtée dans cette voie par une poursuite immédiate, s'est abstenue prudemment, depuis cette époque, de semblables publications.

Néanmoins, l'effet moral produit par le vote *unanime* de cette loi joint aux défiances que devaient inspirer les divisions devenues de plus en plus violentes entre les chefs de l'Internationale à l'étranger, eut pour résultat de ralentir le développement de la section de Toulouse. Le groupe des cinq ne faisait pas de nombreux prosélytes. On trouve, en effet, dans les confidences qui s'échangèrent au mois de mai 1872 entre Van-Hedeghem de Paris et Larroque de Bordeaux, une lettre d'Albert Larroque, étudiant à Paris, intermédiaire entre Hedeghem et son oncle, dans laquelle on lit :

« Malgré le progrès de la société dans
» le Midi, Toulouse est faible; à Bordeaux
» les tonneliers vont bien. »

Dans une autre il disait :

« Toulouse, section mercantile. »

Quel pouvait être le chef de cette section de Toulouse dont Larroque et Hedeghem constataient la faiblesse ? La procédure rencontrera quelques mois plus tard Sar-rans, en correspondance avec Hedeghem au sujet de Dentraygues ?

Dans tous les cas, ces faits établissent qu'au mois de mai 1872, comme au mois de décembre 1871, il y avait une section de l'Internationale qui fonctionnait dans Toulouse et qui réclamait une impulsion nouvelle pour se développer. Cette mission fut confiée au nommé Dentraygues.

III

Dentraygues, ancien employé des chemins de fer, habitait Pézénas, où il avait Calas pour voisin et ami. Ces deux hommes devinrent, dans le département de l'Hérault, les agents les plus actifs de l'Internationale. A partir de la promulgation de la loi du 14 mars, des relations continuelles existèrent entr'eux et Salvan, chef de la

section de Béziers. Au mois de mai 1872, Dentraygues était devenu, dans son pays, un organisateur si important, qu'il signait déjà ses correspondances du pseudonyme *J. Danglade*; plus tard il le remplaça par ceux de *Rigal, Lalarde, Swarm*, etc.

Les efforts déployés par Dentraygues et son intimité avec Calas le recommandèrent à l'attention de Serrailleur qui le chargea de venir compléter l'organisation encore hésitante de la section de Toulouse.

Les événements donnaient à ce mandat une grande importance. Le conseil général de l'Internationale, à Londres, voyait son autorité compromise et son omnipotence contestée par les graves accusations des blanquistes de Genève. Un nouveau congrès général venait d'être annoncé et convoqué pour le 2 septembre à La Haye. C'est là que devait se vider le duel entre les deux partis; c'est là que chacun devait mesurer ses forces, en produisant ses adhérents et ses délégués.

Dentraygues venait donc à Toulouse avec la mission, de la part du conseil général, de

fédéraliser les sections du midi de la France, et avec la perspective de représenter ces sections au Congrès de La Haye. Il quitta Pézenas le 12 juin, s'arrêta à Béziers, où il rencontra Salvan, et à Narbonne, où il conféra avec Canutis. Il descendit enfin à la gare de Toulouse, où Masson l'attendait. Masson était un chef de train de la Compagnie du Midi, fanatisé depuis longtemps par les doctrines socialistes et par quelques-uns des chefs de l'Internationale qu'il avait fréquentés dans son enfance. Il était investi de pouvoirs spéciaux conférés par Serrailier pour recruter des affiliations parmi les employés des Compagnies de chemin de fer.

La plus grande intimité s'établit, dès leur première entrevue, entre Masson et Dentraygues, et, à partir de ce jour, Masson resta le colporteur fidèle des correspondances échangées par les différentes sections entre Bordeaux et Cette.

A Toulouse, Dentraygues devait être reçu par Michel Pitieux, l'un des chefs de la section établie dans cette ville. Grâce à ce patronage, Dentraygues était mis en rapport,

le lendemain même de son arrivée, avec les cinq affiliés que la prévention désigne comme ayant formé le premier comité d'action, savoir : Sarrans, Pey, Gaubert, Rué et Pitioux.

Leurs premières entrevues avec Dentraygues eurent lieu d'abord au café Sion ; peu de temps après, au café Malbec, que Sarrans considérait comme son domicile.

La présence d'un délégué du conseil général de Londres provoqua l'attention de la classe ouvrière ; on voulut s'organiser sans perdre de temps.

On prépara une première réunion dont le local fut fourni, sur les sollicitations de Sarrans et de ses amis, par Ulysse Mary, étudiant, dans son appartement de la rue Pargaminières. Mary était fort connu du groupe Sarrans. Quelques mois auparavant, il avait essayé de fonder d'une manière tapageuse, avec le concours de *l'Emancipation* (qui publia un manifeste portant que l'insurrection est le plus saint des devoirs), une *fédération dite des Ecoles*. Il fréquentait aussi les réunions de *l'Oeil du peuple*, dont les fondateurs devin-

rent les affiliés naturels de la nouvelle Internationale. La réunion qui eut lieu chez Mary attira une douzaine de personnes. Le groupe des cinq s'y trouvait au complet. L'inculpé Jacob s'y fit remarquer par ses bruyantes déclamations.

Déjà, dans cette première réunion, le langage de Dentraygues fit naître de tels ombrages dans l'esprit de Sarrans et de ses amis, que, dès le lendemain, Pitioux lui proposa de céder les pouvoirs qu'il tenait de Londres, aux membres du groupe des cinq qui assureraient plus rapidement le succès de sa mission.

Dentraygues était d'une nature mal trempée pour le métier des conspirations; il avait sans doute révélé les confidences de Serrailier et il avait dit, sans précaution, qu'il venait à Toulouse pour combattre l'influence de ceux qui se montraient hostiles à son parti.

Cependant, on commença, dans cette réunion-Mary, d'établir les bases d'un premier comité d'action qui prit le titre de *conseil fédéral* et qui devait recruter des adhésions dans la classe ouvrière.

Ce projet fut rendu définitif dans une seconde réunion convoquée chez Pey, quelques jours après la précédente. C'est là qu'on décida que l'Internationale serait constituée à Toulouse, par des chefs de groupe, choisis dans chaque corps d'état dans les différents quartiers de la ville; on fixa à 50 centimes les cotisations mensuelles des affiliés. On convint que des livrets seraient immédiatement distribués.

Les membres de ce *comité fédéral* étaient Sarrans, Gaubert, Rué, et Pey qui s'adjoignirent, trois ouvriers, Jacob, Darné, et Bès, afin d'agir plus directement sur leurs camarades.

Ce conseil fédéral ne perdit pas de temps, pour développer son action. Dentraygues se fit expédier par Larroque, de Bordeaux, 440 statuts dont le plus grand nombre (250 environ) fut distribué entre les membres du comité. Dès ce moment, les affiliations commencèrent.

Pendant les mois de juillet et d'août, Sarrans, Pey et Gaubert restèrent les familiers de Dentraygues; ils faisaient à ce dernier de fréquentes visites, et échan-

geaient des invitations. Le soir, ils tenaient leurs conciliabules secrets dans les dépendances du café Malbec.

De leur côté, les chefs de groupe choisis par le conseil fédéral, travaillaient sans relâche à recruter des adhérents et à percevoir des cotisations. Sarrans, Pey et Rué, qui étaient considérés comme des *bourgeois*, gardaient avec Dentraygues, la haute direction de l'organisation. Mais les ouvriers s'affiliaient entre eux par la remise de livrets que Dentraygues signait le plus souvent avec son titre de délégué du conseil général.

Des réunions nombreuses se formaient par petits groupes. C'est dans ces réunions que se présentait le fameux délégué de Londres sous un nom allemand, affectant des airs mystérieux et solennels, et exhibant des autographes de Serrailier.

Durant cette première période, Jacob, Bès, Liobard, Lamary, Monnerau, Estrade, Mirabail, Burgand, Darné restèrent les agents actifs de la propagande. Jacob surtout s'était fait l'homme de confiance de Dentraygues. Il réunissait sou-

vent les chefs de groupe désignés par le comité fédéral; et c'est par lui que s'établirent les communications fréquentes entre Dentraygues, le groupe des cinq et la classe ouvrière.

Le plus puissant auxiliaire de cette organisation fut, sans contredit, la société du journal *l'OEil du peuple* qui devint le cadre de l'Internationale. C'est dans les nombreuses réunions qui avaient pour prétexte la publication de cette feuille, que les membres du conseil fédéral parvinrent à obtenir des affiliations faciles.

Partout ailleurs, la méfiance était grande. Les ouvriers d'une ville, connue par son culte des éternels principes de conservation sociale, n'étaient point faits pour entrer aveuglement dans une association suspecte et condamnée. Dentraygues, lui-même, n'agissait qu'avec une certaine circonspection, et, déjà le 7 août, il écrivait à ses amis de Béziers, que la police de Toulouse le traquait.

A cette même époque, Dentraygues faisait un commerce de livrets qui fut plus considérable que lucratif. Par l'intermédiaire

de Masson il en transmettait une centaine à Calas pour les affiliés de l'Hérault; par l'intermédiaire de Rué, il se procurait à Gaillac un agent actif, le prévenu Mathieu, auquel il remettait un certain nombre de statuts pour les ouvriers de cette ville, mécontents de leurs patrons. Enfin, avec le concours des membres du conseil fédéral de Toulouse, il répandait dans les ateliers ou à domicile environ deux cent cinquante statuts.

La timidité des ouvriers, et probablement aussi le manque d'argent, rendirent difficile le recouvrement des cotisations. D'un autre côté, il fallait ouvrir des souscriptions pour payer les frais de voyage à La Haye qui était l'objectif principal de Dentraygues et du comité fédéral.

A ce moment, de vives dissensions éclatèrent entre Sarrans, Pey et Dentraygues. Cela devait être.

Le groupe des cinq qui avait formé, jusqu'à l'arrivée de Dentraygues, le vieux noyau de l'Internationale, avait à sa tête des bourgeois, Sarrans et Pey.

D'autre part, ce groupe appartenait,

par son passé et par ses relations, au parti jacobin. C'est dans les doctrines de l'*Emancipation*, c'est aux leçons des hommes de la Commune qu'il s'était formé; et il ne pouvait être douteux pour personne que, dans le duel engagé entre les chefs de l'Internationale, Sarrans, Pey, Gaubert et Rué devaient accorder leurs préférences au parti des blanquistes. Enfin, la présence de Dentraygues à Toulouse soulevait une question d'influence locale que le groupe des cinq voulait trancher à son profit.

Sarrans et ses adeptes étaient donc obligés ou de combattre ouvertement Dentraygues, ce qui était contraire à leurs intérêts et à leurs convictions, ou chercher à profiter de sa présence en lui prêtant leur concours, ce qui leur faisait espérer de reprendre sur la classe ouvrière une influence considérablement affaiblie ou perdue dans les luttes récentes.

C'est ce dernier parti que Sarrans et ses amis adoptèrent dans le but de se substituer à Dentraygues dans un temps opportun.

En effet, vers la fin du mois d'août, Sarrans et Pey revendiquèrent l'honneur de se rendre au Congrès de La Haye au nom des affiliés de Toulouse, et ils sollicitèrent Dentraygues pour qu'il renonçât à leur profit à cette délégation. Dentraygues résista, parce que Serrailier lui écrivit que sa présence était nécessaire pour combattre les blanquistes qui s'organisaient à leur tour afin d'obtenir la majorité.

Aux dires de Dentraygues, il reçut, à cette même époque, une lettre de Van Hedeghem, de Paris, qui cherchait à connaître ses intentions au sujet du voyage à La Haye. Or, il résulte de la procédure que cet Hedghem nourrissait le projet, qu'il chercha à réaliser plus tard, de s'emparer de la direction des diverses sections françaises et d'imprimer à l'Internationale une impulsion personnelle, plus militante et tout à fait politique. En apparence, il travaillait avec Serrailier, parce que ce dernier représentait la vieille école de l'Internationale. Mais il favorisait secrètement les menées des blanquistes et cherchait à se préparer des créatures pour l'avenir.

Les préférences d'Hedeghem éclatèrent pendant les séances du Congrès de La Haye, où il remplit, sous le nom de Walter, un rôle des plus révolutionnaires.

Les faits postérieurs établiront qu'Hedeghem était en correspondance directe avec Sarrans et ses amis ; ce qui explique les efforts tentés par Sarrans et Pey pour se substituer à Dentraygues afin de se rendre au Congrès.

D'ailleurs, Sarrans et ses amis qui agissaient sous les inspirations d'Hedeghem, soutenaient contre Dentraygues, qui était l'agent de Serrailleur, la lutte qui devait se vider à la Haye.

Dentraygues raconte que la rivalité était si grande entre eux, pour faire ce voyage, qu'on provoqua une élection de la part des affiliés de Toulouse. Le choix fut décerné à Dentraygues ; ce furent Jacob et Liobard qui signifièrent le résultat du vote.

Dentraygues ajoute que Sarrans et Pey, ne se tenant pas pour battus, lui proposèrent 600 francs, s'il voulait consentir à partager avec Pey la délégation signée

par les affiliés. Pey prétendait qu'il voulait développer devant le congrès un programme hébertiste que Dentraygues trouva horrible.

Cependant Dentraygues partit seul pour La Haye avec le titre de délégué, conféré par plusieurs ouvriers de Toulouse, parmi lesquels il cite Liobard Estrade, Lamary, Buisson et Monnerau.

De son côté, Calas lui adressa des listes d'adhérents pour représenter quelques sections de l'Hérault.

Après plus de deux mois de soucis et d'agitations, Dentraygues était parvenu à recueillir 78 francs pour subvenir aux frais de son voyage. Sarrans, Pey, Gaubert, Jacob, Masson, Monnerau, Estrade, Bès et Lamary, sont désignés comme ayant contribué à cette souscription.

Tel fut le travail d'organisation et de propagande exécuté sous l'impulsion du Comité fédéral pendant les mois de juillet et d'août.

Le développement donné à l'Internationale était relativement considérable. Toutes les passions s'étaient réunies pour l'éta-

blir définitivement dans Toulouse ; les énergumènes de la révolution, et les partisans du socialisme avaient uni leurs efforts.

La Société du journal *l'Œil du Peuple* transformée en Société de propagande, des réunions sur tous les points de la ville, le groupement des ouvriers par corps d'état et par quartiers, des listes d'affiliés dressées et régulièrement tenues, des souscriptions et des cotisations perçues, des élections faites, et des programmes arrêtés, des correspondances échangées avec Londres, Paris, Bordeaux, Montpellier, Béziers, Narbonne et Gaillac, des intelligences concertées et entretenues sur ces divers points.... tel est le bilan de cette entreprise, à la fois socialiste et révolutionnaire qui fonctionna sous la direction de Dextraygues et sous le patronage de Sarrans, Pey, Gaubert et Rué. Grâce à leur coupable initiative, l'Internationale, organisée, agissante, semait dans le pays son poison contagieux et dressait, en face de la loi, son étendard de révolte.

IV

Le Congrès de La Haye s'assembla le 3 septembre 1872. Les sections françaises y étaient représentées, savoir : celle de Paris, par Hedeghem ; celle de Bordeaux par un nommé Raymond Wilmart, intime de Laroque ; celles de Toulouse et de l'Hérault par Dentrygues sous le pseudonyme de Swarm.

On connaît les discussions violentes qui éclatèrent dans les réunions de ce Congrès et qui produisirent une telle scission entre les deux partis que le conseil général résolut d'exiler son siège à New-York.

C'est aux séances de ce Congrès que Dentrygues rencontra Hedeghem, de Paris, et qu'il apprit les relations directes de ce dernier avec Sarrans et ses amis politiques de Toulouse. D'ailleurs les preuves matérielles de ces relations ont été trouvées chez Hedeghem où on a saisi, avec une liste des principales sections de l'Internationale en France, des enveloppes adressées aux chefs de ces sections renfer-

mant les manifestes et les brochures du dernier Congrès. Deux de ces enveloppes étaient destinées l'une à Sarrans de Toulouse et l'autre à Chamoux d'Avignon.

Pendant ce temps, l'organisation de l'Internationale se développait dans Toulouse sous une forme nouvelle. Le comité fédéral avait décidé la création de *comités cantonnaux* correspondants aux quatre cantons de la ville. Chaque comité cantonal se composait de huit membres ; il avait un trésorier, un secrétaire et un rapporteur. Il tenait ses séances dans le quartier où il exerçait son action. Chaque membre devait procurer des adhésions et répandre des statuts parmi les différents corps d'état.

Le mode d'affiliation était des plus simples ; il suffisait d'accepter un livret et de payer une cotisation mensuelle de 50 centimes.

Au dessus des comités cantonnaux on avait maintenu le *comité fédéral* ou central composé de deux délégués de chaque comité cantonal. Ce comité fédéral devait être le centre d'action de la section de

Toulouse et devait servir de lien fédératif entre les divers groupes d'affiliés.

Les réunions des comités étaient périodiques.

Cette association, on le voit, était organisée avec tous les caractères délictueux des sociétés illicites.

Lorsque Dentraygues revint du congrès de La Haye il se mit en rapport avec la plupart des membres qui composaient les comités cantonaux ; il assista à plusieurs réunions où il rendit compte du résultat de son voyage. Mais sa mission à Toulouse paraissait terminée, car l'Internationale fonctionnait d'elle-même.

C'est alors qu'il s'occupa de recouvrer sur les actionnaires de l'*Emancipation* une traite de 4,500 francs que Serrail'er lui avait remise et qui représentait le prix de la vente d'un manuscrit de Tibaldi.

Cette nouvelle mission, le rôle qu'il avait joué au Congrès de La Haye, contre le parti révolutionnaire, représenté à Toulouse par les amis de l'*Emancipation*, enfin, la rivalité qui s'était établie entre lui et le groupe de Sarrans, toutes ces circonstan-

tances, soulevèrent contre Dentraygues des méfiances et des colères.

On fit courir le bruit que Dentraygues avait dévoilé au Congrès les listes des affiliés de Toulouse. On propageait contre lui des accusations plus graves à propos de la traite Tibaldi dont on ne s'expliquait pas la possession entre ses mains. Périé et Gaubert, principalement, devinrent les artisans de ces soupçons que Masson colporta à Béziers, à Montpellier et à Cette. De son côté, Dentraygues répondait à ces attaques en faisant circuler dans les comités cantonaux un libelle injurieux et déplaisant contre Sarrans, Pey et Gaubert.

Ce conflit se produisit avec éclat dans une réunion chez Mirabail du comité cantonal Sud. Aussal, membre de ce comité, fit part à Gaubert, Sarrans et Pey ses amis, des attaques de Dentraygues.

On résolut au café Malbec de prendre des renseignements sur le compte de Dentraygues.

Pey écrivit le 6 octobre à un de ses amis à Pézénas; de son côté, Sarrans demanda

à Hedeghem, de lui faire connaître le rôle que Dentraygues avait joué au Congrès de La Haye.

Les réponses défavorables de Paris et de Pézenas furent communiquées d'abord aux chefs principaux de la fédération de Toulouse. Elles furent confiées ensuite à divers autres affiliés et membres des comités cantonaux. Aussal se chargea de les lire au comité du canton sud qui fut réuni à ces fins chez Mirabail.

Il fallait en finir avec Dentraygues. Le conseil fédéral fut réuni chez Masméjan pour le juger.

Cette réunion fut nombreuse et solennelle ; il y avait des délégués extraordinaires des comités cantonnaux. Cros, Heybrard, Burgand, Jacob, Périé étaient présents.

Sur une table se trouvait le registre tenu par le conseil fédéral avec les listes d'affiliés de chaque canton. Ce registre était par lettre alphabétique et deux cents noms environ y étaient inscrits.

On lut les lettres d'accusation de Dentraygues, et on l'exécuta sur place par une

scène de violences et de menaces à laquelle prirent part Cros et Monnerau, qui déchirèrent les listes, tandis qu'Heybrard et Buisson protestaient en faveur de Dentraygues. Le lendemain, au dire de ce dernier, Cros et deux ses amis vinrent lui porter leurs excuses, en mettant sur Jacob la responsabilité de ce qui s'était passé.

Mais Dentraygues, à bout d'expédients, réduit à la misère, ne pouvant pas trouver le placement fructueux de ses livrets, forcé de recourir à la bienfaisance de Masméjan pour vivre, poursuivi par ses ennemis de Toulouse et de Montpellier, prit enfin la résolution d'abandonner le métier ingrat d'agent de propagande pour l'Internationale. Il demanda au travail un tardif repentir.

Le 21 octobre 1872, il se rendit à Martres, où il entra au service de la Compagnie du canal d'irrigation de Saint-Martory en qualité de géomètre dessinateur. Il laissait à Toulouse pour confidents et amis, Bès, son co-locataire, et Masméjan, son voisin, qui se chargèrent de lui faire par-

venir à sa nouvelle destination ses nombreuses correspondances dont ils connaissaient les secrets.

Le 6 novembre, Serrailier écrivait à Dentraygues pour le tenir au courant des manœuvres du parti Blanquiste et du manifeste lancé par ce dernier.

Le 19 novembre, Larroque lui écrivait de Bordeaux pour s'étonner de son silence.

Le 19 et le 20 novembre, Calas lui adressait de Montpellier deux lettres dont l'une était annotée par Masméjan.

Le 22 novembre, Masson lui écrivait à son tour pour lui rendre compte de la marche de l'organisation dans l'Hérault.

Le 22 et le 26 novembre, Masméjan lui écrivait pour le tenir au courant de la marche de l'organisation à Toulouse.
« Notre organisation marche à grand train,
« dit-il, puisque la bourgeoisie n'a pas le
« droit d'en faire partie..., la clique de
« Duportal, nous passe la main sur l'é-
« paule pour s'introduire et nous désor-
« ganiser, mais tout ça c'est connu. »

Ces diverses lettres indiquent l'activité

déployée par les agents de l'Internationale.

Dentraygues était resté créancier de quelques sommes d'argent pour les livrets distribués : Calas, pour Montpellier et Masméjan pour Toulouse, s'occupèrent de ses recouvrements. Masméjan lui écrivait le 26 novembre : « J'ai réuni les conseils cantonaux, ils ont reconnu la dette. »

Les comités cantonaux fonctionnèrent donc d'une manière active dans le mois de novembre ; comme pendant les mois précédents « L'Internationale marchait grand train. »

Dentraygues ne manquait aux affiliés de Toulouse que pour entretenir les rapports avec les correspondants des autres sections et avec les chefs de l'Internationale à l'étranger.

C'est pourquoi on lui écrivit de donner des instructions pour pourvoir à son remplacement et de communiquer les adresses des divers correspondants.

Dentraygues, n'ayant point répondu à cette demande, les affiliés lui dépêchèrent à Martres, Darné et Mirabail por-

teurs d'une lettre signée, notamment par Jacob, Liobard, Buisson, Estrade et Bès; ces émissaires prirent auprès de Dentraygues, pendant leur entrevue à Martres les instructions qui devaient assurer la marche de la fédération. Aussi le zèle des anciens correspondants de Dentraygues ne fut point ralenti d'un seul jour. Et Larroque, de Bordeaux, put sur les instigations de Serrailier, convoquer à Toulouse, pour le 25 décembre, une réunion générale des chefs de toutes les sections du Midi. On sait que Larroque était l'homme le plus important de l'Internationale dans la région. Il avait avec Hedeghem à Paris des correspondances intimes, par l'intermédiaire de son neveu Albert Larroque.

Il correspondait depuis longtemps avec Calas et les sections de l'Hérault.

Il avait été mis en relation avec Chamoux, d'Avignon.

Il avait organisé et surveillé la section de Toulouse.

C'est donc dans ses mains que s'était centralisé l'action de tout le Midi.

La réunion du 25 décembre devait avoir

une importance considérable qui nous est dévoilée dans une lettre écrite par Ser-railler à Calas, à la date du 24 décembre.

« Cette réunion, dit-il, a été convoquée »
» d'accord avec moi par le citoyen Larro-
» que ; elle n'a donc rien d'anormal, au
» contraire. Il était bon de savoir ce que
» l'on peut faire, car les événements se
» pressent en France. »

Il faut ajouter que Larroque avait conçu le projet de déguiser l'Internationale sous le masque des chambres syndicales des diverses corporations d'ouvriers. Cet expédient lui avait réussi dans la ville de Bordeaux.

Au moyen de ce programme, Larroque parvenait à fédéraliser toutes les sections du Midi sous le titre d'*Union des syndicats*. Ainsi se serait réalisé le désir qu'il exprimait à Calas, à un an de date, lorsqu'il écrivait :

« Si de Bordeaux à Lyon nous parve-
» nons, en nous étayant des villes secon-
» daires, à fédéraliser cette partie de la
» France, un grand pas sera fait. »

La réunion du 25 décembre a eu lieu,

mais d'une manière incomplète. Larroque avait fixé le rendez-vous au café Malbec, où Sarrans, Pey et les autres devaient recevoir les délégués. Larroque et Chamoux arrivèrent ensemble à ce café. Ils demandèrent Sarrans, Jacob et Masson. Un groupe se forma immédiatement ; il devint plus nombreux sur la place du Capitole. C'est là que les affiliés parvinrent à se rencontrer, non sans crainte et sans danger, car l'arrestation de Dentraygues était connue depuis trois jours, et les arrestations à Toulouse venaient de commencer.

Ces nouvelles jetèrent l'épouvante au milieu des affiliés ; on craignait des révélations et la saisie des papiers compromettants, malgré les précautions prises par les soins de Masméjan qui avait été informé le soir même de l'arrestation de Dentraygues.

C'est pourquoi, les affiliés se dispersèrent n'ayant pris que le temps nécessaire pour échanger quelques mots d'ordre et mettre en sûreté les papiers importants qui eussent livré à la justice les traces

complètes de l'Internationale dans les principales villes de France.

V

Malgré les mesures prises en temps opportun par tous ceux qui s'étaient rendus à la réunion du 23 décembre, l'arrestation de Dentraysgu s devait fournir des éléments suffisants pour assurer la répression de cette criminelle entreprise.

La disparition de Dentraysgues à Martres ne l'avait point protégé contre la surveillance dirigée sur lui, depuis son retour de La Haye, par les agents du ministère de l'intérieur. Lorsqu'on vint le surprendre pour l'arrêter le 23 décembre, on découvrit des papiers importants qui sont demeurés la base et qui font la solidité de cette procédure.

Les lettres de Serrailier, de Masson, de Calas, de Masméjean, de Larroque étaient des pièces à conviction suffisantes pour saisir d'une manière exacte les ramifications de l'Internationale dans le midi de la France.

Dans son premier interrogatoire, Dentraygues se défendit comme tous les autres prévenus le firent ensuite, c'est-à-dire par des dénégations absolues. Mais lorsqu'il se sentit écrasé par la matérialité des preuves, comprenant que des dénégations persistantes ne pouvaient que l'accabler davantage, il dut entrer dans la voie des explications d'abord, des aveux ensuite, et livrer enfin quelques révélations.

Dans cette longue et laborieuse procédure, les magistrats ont cherché à vérifier et à contrôler avec les plus grands scrupules les faits de cette grave poursuite.

De remarquables coïncidences et des découvertes aussi imprévues que successives, ont corroboré les charges individuelles et collectives. On peut dire que la vérité est accourue des divers points de la France. Il est arrivé parfois que certains affiliés de Toulouse ont été signalés par des affiliés inconnus de l'Hérault, de Vaucluse ou d'ailleurs. Le ministère public n'a pas la prétention d'avoir mis la main sur tous les coupables. On sait que les sociétés

secrètes ont des habiletés qui échappent aux investigations les plus pénétrantes.

Mais le tribunal acquerra la certitude que les trente-huit prévenus qu'il doit juger ont commis le délit qui leur est reproché. La plupart d'entre eux, d'ailleurs, ont avoué leur faute ; ceux qui se sont maintenus dans de fermes dénégations seront les plus accablés par les résultats de la procédure.

Sur ces trente-huit prévenus, trente-trois sont considérés par le ministère public comme des agents actifs de la section de l'Internationale, organisée à Toulouse. Chacun d'eux se trouve dans les cas des articles 2 et 3 de la loi du 14 mars 1872, comme ayant accepté des fonctions dans la Société proscrite, et comme ayant concouru à son développement par les divers moyens indiqués dans l'article 3 précité.

Le ministère public indique pour l'instruction à l'audience l'ordre et le groupement qui résulte de la procédure d'après les distinctions suivantes :

I. *Groupe des étrangers.* — 1^o Dentraygues, 2^o Masson, 3^o Larroque, 4^o Calas, 5^o Chamoux.

Ces divers inculpés sont des chefs de section qui avaient reçu des pouvoirs directs de Serrailier pour propager l'Internationale dans le Midi de la France. Les quatre derniers sont devenus, à titres divers, les auxiliaires de Dentraygues pour l'organisation de la section de Toulouse. Une connexité évidente les rattachait les uns aux autres.

II. *Groupe des cinq.* — Il se compose de : 1^o Sarrans, 2^o Michel Pitieux, 3^o Pey, 4^o Gaubert aîné, 5^o Rué.

Ce groupe représentait l'ancien noyau de l'Internationale que Serrailier, Hedeghem et Larroque cherchèrent à mettre en mouvement sur la fin de l'année 1871. Les membres de ce groupe ne restèrent pas inactifs après la promulgation de la loi du 14 mars 1872, puisque c'est par leur intermédiaire et sous leur patronage que Dentraygues fut, dès son arrivée à Toulouse, mis en rapport avec la classe ou-

vrière. Les entrevues qu'ils ont eu ensemble au café Sion, les réunions chez Mary et chez Pey, les conciliabules du café Malbec sont des faits matériels qui caractérisent une complicité et une coopération telles qu'on doit considérer les membres de ce groupe comme les véritables fondateurs de l'Internationale à Toulouse.

III. *Comité cantonal du Centre.* — Il se composait de : 1^o Masméjan, 2^o Monneréau, 3^o Lamary, 4^o Buisson, 5^o Cros, 6^o Hebrard, 7^o Bec.

La propagande exercée par les membres des comités cantonaux fut considérable. Tous les membres du comité Centre, à l'exception de Bec, ont reconnu leur affiliation et fait des aveux plus ou moins complets qui justifient la prévention.

IV. *Comité cantonal du Nord.* — Il se composait de : 1^o Liobard, 2^o Estrade, 3^o Bés, 4^o Cuve.

L'instruction n'est pas parvenue à découvrir tous les membres de ce comité qui concoururent, néanmoins, d'une ma-

nière très active à la propagation de l'Internationale. Parmi les inculpés ci-dessus Bès et Liobard ont reconnu le fait de leur affiliation ; Cuve est resté en fuite. La prévention signale comme ayant rempli un rôle très suivi Liobard et Estrade.

V. *Comité cantonal du Sud*. Il se compose de : 1° Mirabail, 2° Argaing, 3° Burgant, 4° Aussal, 5° Licaut, 6° Wagner 7° Ader, 8° Bajau.

L'instruction a pu relever à peu près complets les agissements de ce comité qui paraît avoir fonctionné, d'une manière régulière et continue, pendant trois mois sous la direction d'hommes résolus, intelligents, quelques-uns doués d'ambition politique ; Mirabail doit être principalement signalé.

VI. — *Comité cantonal de l'Ouest*. — Il se compose de : 1° Jacob, 2° Darné (Hippolyte), 3° Périer.

La constitution de ce Comité paraît être restée incomplète malgré l'ardeur infatigable déployée par Jacob. Cet inculpé

compromis par son passé, compromettant par son caractère, est indiqué comme ayant mêlé sa personnalité turbulente dans tous les actes de l'Internationale à Toulouse.

VII. — *Groupe des simples affiliés.* —

1^o Ulysse Mary est prévenu d'avoir commis le délit spécial prévu par l'article 4 de la loi du 14 mars, c'est-à-dire d'avoir prêté sciemment un local pour servir aux réunions de l'Internationale; les aveux de cet inculpé justifient la prévention.

2^o Mathieu de Gaillac est prévenu d'avoir reçu de Dentraygues un certain nombre de statuts qu'il devait propager parmi les ouvriers de Gaillac.

3^o Boyer,

4^o Daude, d'Agen, sont prévenus de s'être affiliés, par l'intermédiaire de Masson.

5^o Ferret,

6^o Guyot, sont indiqués comme ayant reçu des livrets d'affiliés par l'intermédiaire de Monnereau.

En résumé, les prévenus susnommés ont fait partie de l'Internationale qui a vécu et s'est développée dans Toulouse pendant six mois.

Le tribunal reconnaîtra dans les débats ceux des inculpés qui, guidés par l'ambition ou poussés par d'inavouables convoitises, se firent les artisans réfléchis d'un coupable embauchage, devinrent les spéculateurs de la crédulité et de la souffrance et professèrent dans tous leurs actes le mépris absolu d'une loi récente.

Comme si dans un pays démocratique et par conséquent républicain, où la liberté de suffrage garantit à chaque citoyen sa part de souveraineté, il pouvait exister un droit supérieur à celui de la loi et un devoir plus honorable et à la fois plus patriotique que celui de respecter son autorité suprême !

Au parquet de Toulouse, le 10 mars 1873.

Le Procureur de la République,

Louis DELCURROU.